

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 MARS 1923.

Projet de loi

modifiant la loi du 15 octobre 1921 relative aux Mieux-Doués.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSEIERS,

La loi du 15 octobre 1921 relative aux Mieux-Doués a reçu son application pendant déjà trois campagnes scolaires complètes et le quatrième exercice est actuellement en cours. Cette expérience a été suffisante pour faire apparaître certains de ses défauts, en même temps que les améliorations dont elle est susceptible, — tant dans ses dispositions fondamentales que dans sa structure formelle, — sans perdre sa caractéristique originelle. Le projet de loi que nous soumettons aux délibérations du Parlement tend à réaliser ces améliorations.

Pour en faire saisir l'opportunité d'une façon tangible, il me paraît utile d'exposer sommairement l'organisation telle qu'elle se présente et fonctionne aujourd'hui.

En exécution des articles 1 et 2 de la loi, il a été créé 38 Fonds communaux, 120 Fonds intercommunaux et 9 Fonds provinciaux, au total 167, auxquels sont adjoints 172 comités de sélection, comprenant dans leur ensemble environ 700 membres.

Sauf pour les Fonds des grandes villes et les Fonds provinciaux, où il est plus élevé, le chiffre de la population ressortissant à chacun de ces Fonds oscille assez généralement entre 20.000 et 40.000 habitants.

Pendant l'exercice 1922-1923, les recettes totales se sont élevées à 1.629.544 francs, le nombre des bourses allouées a été 1.361, atteignant un import total de 747.947 francs.

Les comités de sélection ont, pour le même exercice, tenu 831 séances, et la dépense occasionnée par leurs opérations s'est élevée à 116.225 francs, sans compter une somme de 37.180 francs affectée au matériel nécessaire.

Pour l'exercice 1923-1924, les recettes se sont élevées à 3.099.311 francs (y compris le solde actif de l'exercice précédent s'élevant à 810.505 francs). Le nombre des bourses a été de 2.351, atteignant un montant total de 1.418.465 fr.

Enfin, les comités de sélection ont tenu 954 séances, occasionnant une dépense de 135.065 francs, outre une dépense de 33.066 francs du chef de matériel.

Soit dit en passant, les dépenses nécessitées par les travaux des comités de sélection ne sont pas imputées sur les Fonds des Mieux-Doués, mais sur des crédits spéciaux portés aux budgets des provinces et des communes.

Ces quelques données portent en soi les principales critiques que l'on peut diriger contre la loi — moins, d'ailleurs, contre sa conception générale et ses principes que contre les modalités de réalisation auxquelles elle se prête.

La première de ces critiques concerne la multiplicité exagérée des Fonds. Cette multiplicité présente un double inconvénient. D'abord, elle comporte des champs de sélection d'autant plus étroits que les Fonds sont plus nombreux et déjone, par le fait, dans une certaine mesure, la recherche effective des Mieux-Doués absolus dans la masse totale, pour ne permettre qu'une sélection relative dans des groupes limités. Ensuite, elle nécessite l'intervention de comités techniques nombreux, occasionnant des faux frais considérables, opérant sans homogénéité de méthodes, sans analogie de critères et aboutissant par là même à des résultats disparates, souvent discutables et parfois suspectés.

Le moyen de parer à ces inconvénients est tout indiqué : il suffit de supprimer ce morcellement excessif en centralisant davantage l'institution. Tel est aussi l'objet fondamental de la réforme proposée. Celle-ci doit avoir pour effet de substituer aux 167 Fonds actuels, une quarantaine de Fonds seulement, basés sur la circonscription d'arrondissement, et assistés d'un nombre à peu près égal de comités de sélection. Seuls les Fonds communaux desservant une population d'au moins 50.000 habitants conserveront leur autonomie.

Sauf pour ces derniers, l'instruction administrative initiale sera confiée aux commissaires d'arrondissement, tandis que les décisions seront prises par les députations permanentes, de même que la gestion financière des divers fonds d'arrondissement de la province sera centralisée à l'administration provinciale.

Un avantage indirect qui, — outre la disparition ou l'atténuation des inconvénients signalés — découlera de cette réorganisation, consistera dans l'utilisation plus régulière des disponibilités financières. Aujourd'hui, s'il faut reconnaître qu'un grand nombre de Fonds affectent réellement leurs recettes à l'octroi de bourses, il en est beaucoup d'autres dont les ressources demeurent presque totalement inemployées. Comme l'État et les provinces liquident régulièrement leur part contributive, il se fait que pratiquement, dans les cas de l'espèce, les revenus du Fonds s'accumulent sans utilité dans certaines caisses communales.

Il saute aux yeux que, dans l'organisation proposée, semblable situation ne pourra plus se produire; ou si les recettes légales devaient effectivement s'avérer supérieures aux besoins réels, ce fait se manifesterait vraisemblablement d'une façon à peu près égale dans les différentes provinces, et la mesure prévue par l'article 10 de la loi, pourrait être aisément appliquée même d'une manière générale. D'une façon comme de l'autre, le mécanisme financier de l'institution se régulariserait.

Enfin, une difficulté pratique, dans la procédure actuelle, provient de ce qu'il n'est guère possible de placer l'instruction administrative et technique des demandes de bourses, entre la date finale des études que le candidat vient de quitter et la date initiale des études qu'il désire entreprendre, c'est-à-dire dans la courte période correspondant aux vacances d'été. C'est pourquoi, la période d'instruction devrait être avancée d'un trimestre et commencer dès les vacances de Pâques, le troisième trimestre scolaire étant négligé, quant aux résultats des concours et à l'appréciation des maîtres. Mais cette réglementation fait l'objet d'arrêtés d'exécution, qui seront révisés dans le sens que je viens d'indiquer.

EXAMEN DES ARTICLES.

ARTICLES 1 ET 2.

Ces articles contiennent le principe fondamental de la réforme. Aux nombreux fonds communaux, intercommunaux et provinciaux actuels, ils substituent environ trente fonds d'arrondissement, à côté desquels ne subsisteront plus qu'une douzaine de Fonds locaux, dans les localités comptant au moins 50.000 habitants : (Anvers, Borgerhout, Malines, Anderlecht, Bruxelles, Ixelles, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Schaerbeek, Bruges, Gand et Liège). Les Fonds d'arrondissement seront constitués de manière à grouper chacun une population d'au moins 100.000 habitants. En fait, voici, à titre d'indication, comment le groupement pourrait être envisagé :

Anvers	282.000 habitants
Malines	149.000 —
Turnhout	171.000 —
Bruxelles	488.000 —
Louvain	271.000 —
Nivelles	172.000 —
Bruges	116.000 —
Courtrai	212.000 —
Ostende (Dixmude-Furnes)	167.000 —
Roulers (Thielt-Ypres)	255.000 —
Alost	209.000 —
Audenaerde	111.000 —
Gand (Eccloo)	307.000 —
Saint-Nicolas	173.000 —
Termonde	139.000 —
Charleroi	428.000 —
Mons	258.000 —
Soignies (Ath)	246.000 —
Thuin	134.000 —
Tournai	152.000 —
Huy (Waremme)	170.000 —
Liège	356.000 —
Verviers	172.000 —
Hasselt (Maeseyck)	197.000 —
Tongres	102.000 —
Arlon (Neufchâteau-Virton)	137.000 —
Marche (Bastogne)	85.000 —
Dinant (Philippeville)	144.000 —
Namur	204.000 —

Quant aux Fonds locaux, si l'on a maintenu les principaux d'entre eux, c'est parce qu'une agglomération urbaine d'au moins 50,000 habitants a paru offrir à la fois un champ et des moyens suffisants de sélection locale.

ARTICLES 3 ET 4.

La loi actuelle n'offre la jouissance de ses avantages qu'aux enfants *de mérite exceptionnel*. On a pu se faire quelque illusion sur les résultats pratiques que,

dans une conception aussi sévère, elle était capable de produire. En réalité, les enfants *exceptionnellement doués*, dans le sens que précise, d'autre part, l'article 5 sont, d'ailleurs, par définition même, fort rares et ce serait finalement énerver la loi que de vouloir l'interpréter avec trop de rigueur. La disposition légale étant actuellement telle, dans sa lettre et dans son esprit, le Gouvernement n'a pu qu'y conformer ses instructions et ses directives. En fait, l'application a été assez différente ; certains Fonds s'en tenant strictement aux textes, d'autres prenant avec la loi des licences excessives.

La vérité paraît se trouver, une fois de plus, dans un juste milieu ; tout au moins convient-il, sans abandonner l'idée inspiratrice de la loi, qui est de supprimer pour les élèves du degré primaire que leurs qualités intellectuelles et morales semblent particulièrement désigner pour des études ultérieures, l'obstacle de la pauvreté, tout au moins convient-il, disons-nous, d'atténuer la rigueur actuelle de la loi. C'est dans ce but et dans cet esprit que les articles 3 et 4 remplacent l'expression actuelle *enfants de mérite exceptionnel* par l'expression *enfants particulièrement doués*. On ne doit donc pas interpréter ce changement dans ce sens que le fonds des mieux-doués pourrait dégénérer en un simple *fonds de bourses ordinaires*.

ART. 5.

Les articles 6 à 9 actuels fixaient les contributions des communes, des provinces et de l'État à un taux progressif au cours de la période de mise en train du régime : cette période étant révolue, la loi ne doit plus prévoir que la contribution normale annuelle.

Quant à l'article 11, il est devenu inutile par suite de la rédaction nouvelle de l'article 6.

ART. 7 ET 8.

La modification introduite par ces articles est une simple conséquence du remplacement des Fonds intercommunaux et provinciaux par des Fonds d'arrondissement.

ART. 9.

Il en est de même des modifications qui font l'objet de l'article 9. La députation permanente paraît tout indiquée pour gérer les Fonds avec le concours de l'administration provinciale et des commissaires d'arrondissement.

ART. 10.

Cet article ajoute à l'article 25 actuel un alinéa nouveau, qui permet d'accorder l'aide du Fonds des Mieux-Doués, non seulement en vue d'études post-primaires, mais aussi en vue du 4^e degré primaire (pratiquement à des élèves de 12 à 14 ans) dans le cas particulier où ces études occasionneraient des frais : tel sera le cas d'un élève qui devra se rendre journellement dans une localité voisine pour y suivre les leçons.

ART. 13.

La réorganisation proposée entraînera une liquidation générale : l'avoir et les charges de chaque Fonds au moment de cette liquidation, devront être établis avec précision ; le versement des contributions communales non encore recou-

vrées, devra, éventuellement, être poursuivi; les transferts, à l'actif comme au passif, seront opérés suivant le passage des communes des Fonds anciens dans les Fonds nouveaux.

Ces opérations nécessiteront un décompte détaillé. L'administration prendra à cette fin, en temps utile, toutes les mesures nécessaires.

Mais pour qu'elle puisse assurer le fonctionnement du régime modifié à partir de 1927, comme le prévoit le projet, il est indispensable que celui-ci soit encore voté au cours de la présente session parlementaire. Un ajournement compliquerait d'autant plus la situation que le terme légal pour lequel les Fonds actuels sont constitués expire au cours de l'année prochaine.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

C. HUYSMANS.



Projet de loi modifiant la loi du 15 octobre 1921, relative aux mieux-doués.

TEXTE ACTUEL

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER

Les communes comptant au moins 20,000 habitants sont autorisées à constituer, à partir du 1^{er} octobre 1922, un Fonds communal des mieux-doués.

Plusieurs communes groupant une population d'au moins 20,000 habitants peuvent se réunir pour constituer un Fonds intercommunal.

ART. 2.

Il est institué, à partir de la même date, dans chaque province, un Fonds provincial des Mieux-Doués auquel sont obligatoirement affiliées toutes les communes qui n'auront pas constitué un Fonds communal ou intercommunal.

ART. 3.

Les Fonds communaux, intercommunaux et provinciaux des mieux doués ont pour but de procurer aux enfants de condition peu aisée et de mérite exceptionnel les moyens de poursuivre leurs études après l'école primaire.

ART. 4.

Sont considérées comme peu aisées les personnes qui, soit par

TEXTE AMENDÉ

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER.

Les communes comptant au moins 50,000 habitants sont autorisées à constituer un Fonds communal des Mieux-Doués.

(Al. 2 supprimé).

ART. 2.

Dans chaque arrondissement administratif comptant une population d'au moins 100,000 habitants, les communes qui n'auront pas constitué un Fonds local, conformément à l'article précédent, formeront ensemble un Fonds d'arrondissement.

Les arrondissements dont la population serait inférieure au chiffre de 100,000 habitants, seront autant que possible incorporés dans un arrondissement voisin ou groupés de manière, à atteindre ce chiffre. Il sera statué à cet égard par arrêté royal.

ART. 3.

Les Fonds des Mieux-Doués ont pour but de procurer aux enfants *particulièrement doués* et de condition peu aisée les moyens de poursuivre leurs études après l'école primaire.

ART. 4.

(Comme ci-contre).

elles-mêmes, soit par leurs parents ou par ceux qui ont la charge de leur entretien rentrent dans l'une des catégories suivantes :

a) Les ouvriers, gens de journée, gens de travail ou de service :

b) Les commis et autres employés de rang subalterne et inférieur, tant ceux de l'Etat et des administrations publiques, que ceux des particuliers, des maisons de commerce, des sociétés et autres établissements privés, les instituteurs et autres agents de condition analogue attachés aux établissements d'enseignements pour autant que les appointements de ces personnes ne dépassent pas un maximum établi par le Gouvernement.

c) Toutes autres personnes dont les impositions directes au profit de l'Etat ne dépassent pas un maximum établi par le Gouvernement.

Cette dernière condition s'applique également aux personnes visées au litt. b) ci-dessus.

Les maxima prévus aux litt. b et c sont fixés par arrêté royal suivant les localités ou régions, sur l'avis des députations permanentes.

ART. 5.

Sont considérés comme de mérite exceptionnel, les enfants qui, non seulement par suite des résultats scolaires qu'ils auront obtenus, mais encore en raison de leur esprit d'observation et d'initiative, de leurs facultés d'invention et d'imagination, de leur caractère et de leur volonté, enfin, de leur conduite, auront été désignés comme tels, suivant la procédure indiquée aux articles 17, 18, 22 et 23.

ART. 6.

Les ressources normales des Fonds communaux, intercommunaux et provinciaux sont :

1° Une allocation communale ;

2° Une subvention provinciale ;

ART. 5.

Sont considérés comme particulièrement doués, etc...

(suite comme ci-contre).

ART. 6.

Les ressources annuelles normales des Fonds des Mieux-Doués sont :

1° Une allocation communale fixée à 30 centimes par habitant ;

2° Une subvention provinciale fixée à 10 centimes par habitant ;

3° Un subside de l'Etat.

ART. 7.

L'allocation communale est fixée comme suit :

Pour l'exercice 1923 : 10 centimes par habitant ;

Pour l'exercice 1924 : 15 centimes par habitant ;

Pour l'exercice 1925 : 20 centimes par habitant ;

Pour l'exercice 1926 : 25 centimes par habitant ;

Pour l'exercice 1927 et suivants : 30 centimes par habitant.

ART. 8.

La subvention provinciale est fixée comme suit :

Pour l'exercice 1923 : 2 centimes par habitant ;

Pour l'exercice 1924 : 4 centimes par habitant ;

Pour l'exercice 1925 : 6 centimes par habitant ;

Pour l'exercice 1926 : 8 centimes par habitant ;

Pour les exercices 1927 et suivants, 10 centimes par habitant.

ART. 9.

Il sera versé, à titre de rappel pour le quatrième trimestre 1922, une allocation communale et une subvention provinciale, calculées sur la base de la contribution de 1923.

ART. 10.

Un arrêté royal pourra, en raison des disponibilités, abaisser, par mesure générale et pour un exercice déterminé, le taux des allocations communales et provinciales.

ART. 11.

Le subside de l'Etat, dont le montant ne pourra être inférieur à l'im-

3° Un subside de l'Etat dont le montant ne pourra être inférieur à l'import total des allocations communales prévues ci-dessus.

Art. 7, 8 et 9 supprimés.

ART. 10.

Un arrêté royal pourra, en raison des disponibilités, réduire ou supprimer, pour un exercice déterminé, les allocations normales prévues à l'article 6, soit pour la généralité des Fonds, soit pour un ou plusieurs Fonds en particulier.

ART. 11.

Supprimé.

port total des allocations communales, sera fixé chaque année par la loi de finances.

ART. 12.

Les provinces et les communes peuvent recevoir des dons et des legs au profit des Fonds des mieux doués. L'acceptation de ces libéralités est subordonnée à l'approbation royale, en ce qui concerne les conditions dont elles seraient affectées.

L'Etat pourra recevoir des libéralités, à charge d'en répartir le montant entre certains Fonds déterminés. A défaut de stipulations à cet égard, ce montant sera réparti également entre tous les Fonds communaux, intercommunaux et provinciaux, sur la base de la population.

ART. 13.

Les bénéficiaires des Fonds des mieux doués, en acceptant l'aide qui leur est offerte, prennent l'engagement moral de la rembourser au dit Fonds, le jour où leurs moyens le leur permettront.

ART. 14.

La population à considérer dans l'application des dispositions qui précèdent, est celle qui résulte du dernier recensement général de la population du royaume.

CHAPITRE II.

Fonds communaux et intercommunaux

ART. 15.

Le Fonds communal est géré par le collège des bourgmestre et échevins et porté, en recettes et en dépenses, au budget général de la commune, dont il forme un chapitre spécial. Ses ressources ne peuvent être, même temporairement, désaffectées ; le cas échéant, l'excé-

ART. 12.

Comme ci-contre (Sauf amendement ci-dessous).

...entre les Fonds communaux et les Fonds d'arrondissement...

ART. 13.

Comme ci-contre.

ART. 14.

Comme ci-contre.

CHAPITRE II.

Fonds communaux.

ART. 15.

Alinéa 1. comme ci-contre.

dent actif d'un exercice est reporté en recette au budget de l'exercice suivant.

Le Fonds intercommunal est, dans les mêmes conditions, géré par le collège des bourgmestre et échevins et porté au budget de la commune la plus peuplée du groupe.

ART. 16.

Il est institué, auprès de chaque Fonds communal ou intercommunal, un comité de sélection composé de représentants locaux, au nombre de trois pour les communes ou les groupes de communes de moins de 100,000 habitants et au nombre de cinq pour les communes ou les groupes de communes de plus de 100,000 habitants — et d'un délégué de l'Etat.

Les représentants locaux sont nommés pour un terme, renouvelable, de cinq années; pour les Fonds communaux par le conseil communal, pour les Fonds intercommunaux par la députation permanente du conseil provincial sur les listes de candidats présentées par les conseils communaux intéressés.

Au moins l'un d'eux sera nécessairement un médecin.

Les autres membres seront choisis de préférence parmi les personnes compétentes en matière d'enseignement et, autant que possible de telle façon que l'enseignement public et l'enseignement privé soient représentés. Les désignations faites par les conseils communaux sont soumises à l'agrément de la députation permanente. En cas de refus d'agrément, le conseil communal fera de nouvelles propositions. Si elle refuse encore son agrément, la députation permanente fera la désignation d'office.

Le délégué de l'Etat est désigné par le Ministre des Sciences et des Arts.

ART. 17.

Les demandes de bourses, adres-

Alinéa 2 supprimé.

ART. 16.

Il est institué auprès de chaque Fonds communal un comité de sélection composé de représentants locaux, au nombre de trois au moins et de cinq au plus, — et d'un délégué de l'Etat.

Les représentants locaux sont nommés par le conseil communal, pour un terme, renouvelable, de cinq années. Au moins l'un d'eux sera nécessairement un médecin. Les autres membres seront choisis de telle façon que les intérêts de l'enseignement public et ceux de l'enseignement privé soient représentés.

Les nominations faites par les conseils communaux sont soumises à l'agrément de la députation permanente. En cas de refus d'agrément, le conseil communal fera de nouvelles propositions. Si elle refuse encore son agrément, la députation permanente fera la désignation d'office.

Le délégué de l'Etat est désigné par le Ministre des Sciences et des Arts.

ART. 17.

Les demandes de bourses, adres-

sées à l'administration communale où les intéressés ont leur domicile, sont transmises au comité de sélection qui les instruit conformément à la procédure prescrite, établit pour ceux qui lui paraissent répondre aux conditions requises, un classement par ordre de mérite, et renvoie les dossiers, accompagnés d'un rapport détaillé, à l'administration communale qui a la gestion du Fonds.

ART. 18.

Il est statué sur les demandes par le collège des bourgmestre et échevins. Si, dans l'octroi des bourses, le collège s'écarterait de l'ordre de classement établi par le comité de sélection, ceux qui se trouveraient de la sorte défavorisés auroient un recours auprès du Ministre des Sciences et des Arts.

ART. 19.

La dépense occasionnée par les opérations des comités de sélection est imputée sur un crédit spécial porté à cet effet au budget de la commune.

S'il s'agit d'un Fonds intercommunal, la liquidation incombe à la commune qui a la gestion du Fonds à charge de remboursement par les communes participantes au prorata de leur population.

CHAPITRE III.

Fonds provinciaux.

ART. 20.

Le Fonds provincial des mieux-doués est géré par la députation permanente et porté au budget de la province sous la rubrique « Fonds de tiers ».

ART. 21.

Il est institué, auprès de chaque Fonds provincial, un ou plusieurs

sées à l'administration communale, sont transmises au comité de sélection qui les instruit conformément à la procédure prescrite, établit, pour celles qui lui paraissent répondre aux conditions requises, un classement par ordre de mérite, et renvoie les dossiers, accompagnés d'un rapport détaillé, à l'administration communale.

ART. 18.

Comme ci-contre.

ART. 19.

(Al. 1.). Comme ci-contre.

Al. 2.) supprimé.

CHAPITRE III.

Fonds d'arrondissement.

ART. 20.

Les Fonds d'arrondissement des mieux-doués sont gérés par la députation permanente et portés au budget de la province sous la rubrique « Fonds de tiers ».

ART. 21.

Il est institué, auprès de chaque Fonds d'arrondissement, un comité

comités de sélection, composés de trois ou cinq membres nommés par arrêté royal pour un terme, renouvelable, de cinq années.

Au moins l'un d'eux sera nécessairement un médecin.

Les autres membres seront choisis de préférence parmi les personnes compétentes en matière d'enseignement et autant que possible de telle façon que l'enseignement public et l'enseignement privé soient représentés.

ART. 22.

Les demandes de bourse, adressées au Gouverneur de la province, sont communiquées par lui au comité de sélection qui les instruit suivant la procédure prescrite, établit, pour ceux qui lui paraissent répondre aux conditions requises, un classement par ordre de mérite et renvoie les dossiers, accompagnés d'un rapport détaillé, à l'administration provinciale.

ART. 23.

Il est statué sur les demandes par la députation permanente du conseil provincial.

Si, dans ses décisions, ce collège s'écartait de l'ordre de classement établi par le comité de sélection, un recours auprès du Roi serait ouvert à ceux qui se trouveraient ainsi défavorisés.

ART. 24.

La dépense occasionnée par les opérations des comités de sélection est imputée sur un crédit spécial du budget de la province.

de sélection composé de trois membres au moins et de six membres au plus, nommés par arrêté royal pour un terme renouvelable de cinq années.

Au moins l'un d'eux sera nécessairement un médecin. Les autres membres seront choisis de telle façon que les intérêts de l'enseignement public et ceux de l'enseignement privé soient représentés.

Si la population générale ressortissant au Fonds dépasse le chiffre de 250,000 habitants, un second comité de sélection pourra être constitué.

ART. 22.

Les demandes de bourses, adressées au *commissaire d'arrondissement*, sont communiquées par lui au Comité de sélection qui les instruit suivant la procédure prescrite, établit, pour celles qui lui paraissent répondre aux conditions requises, un classement par ordre de mérite et renvoie les dossiers, accompagnés d'un rapport détaillé, à l'*administration provinciale*.

ART. 23.

Comme ci-contre.

ART. 24.

Comme ci-contre.

CHAPITRE IV.**Dispositions communes.****Art. 25.**

L'assistance du Fonds des mieux-doués est accordée, tant aux jeunes filles qu'aux jeunes gens, en vue de toutes études post-primaires : moyennes, normales, techniques, professionnelles et artistiques, à l'exclusion des études supérieures, et quel que soit le caractère, public ou privé, de l'établissement où elles se poursuivent, pourvu que cet établissement offre des garanties sérieuses au point de vue de la valeur de l'enseignement.

Art. 26.

L'étendue de cette assistance sera déterminée, dans chaque cas, par l'autorité compétente, aux termes des dispositions qui précèdent, d'après l'importance des frais occasionnés par les études entreprises et les conditions d'aisance de l'intéressé ou de ceux qui ont la charge de son entretien. Il pourra être tenu compte, non seulement des frais de minerval, d'achats de livres et autres objets classiques, d'entretien et de pension, mais encore du manque à gagner résultant du fait des études.

Art. 27.

Les bourses sont accordées pour un exercice scolaire. Elles sont éventuellement renouvelées à la suite d'un rapport du chef de l'établissement d'instruction fréquenté par l'intéressé et, s'il y a lieu, le Comité de sélection entendu à nouveau.

Elles sont liquidées trimestrielle-

CHAPITRE IV.**Dispositions communes.****Art. 25.**

Comme ci-contre.

(Alinéa nouveau): Elle pourra aussi être accordée aux élèves qui suivent les cours du 4^e degré primaire, lorsque ces études occasionnent une dépense spéciale, notamment des frais de déplacement.

Art. 26.

Comm ci-contre.

Art. 27.

Comme ci-contre.

ment et par anticipation, au profit du bénéficiaire ou de la personne chargée de son entretien.

ART. 28.

Le Fonds auquel ressortissent les intéressés est déterminé par la résidence des parents ou de ceux qui les remplacent.

Si cette résidence est transférée dans le ressort d'un Fonds nouveau, la bourse en cours est néanmoins liquidée pour toute l'année scolaire à charge du Fonds qui en a décidé l'allocation. Pour les années ultérieures, l'intéressé ressortira au Fonds provincial de sa nouvelle résidence.

ART. 29.

Avant le 1^{er} octobre de chaque année les collèges des bourgmestre et échevins et les députations permanentes des conseils provinciaux adressent respectivement au conseil communal et au Ministre des Sciences et des Arts, un rapport circonstancié sur les opérations, pendant l'exercice scolaire écoulé, du Fonds dont ils ont la gestion.

Une copie des rapports relatifs aux Fonds communaux et intercommunaux est envoyée au Ministre des Sciences et des Arts. Pour les Fonds intercommunaux, une copie du rapport est également envoyée à chacune des communes affiliées.

ART. 30.

Des arrêtés royaux régleront l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne la constitution des Fonds communaux et intercommunaux, le recouvrement des allocations communales, provinciales et de l'Etat, l'administration et la comptabilité des divers Fonds, la forme et l'instruction des demandes de bourses, le mode de sélection et la procédure à suivre par les comités qui sont chargés de cette sélection, etc.

ART. 28.

Supprimer, au 2^{me} al. le mot *provincial*.

Ajouter un alinéa nouveau :

Les Belges résidant à l'étranger ressortiront, en vue des études à poursuivre en Belgique, au Fonds de leur dernier domicile dans le royaume.

ART. 29.

Alinéa 1 : Inchangé — sauf à remplacer les mots du Fonds par les mots des Fonds.

Remplacer l'alinéa 2 par le texte suivant : « Une copie des rapports relatifs aux Fonds communaux est envoyée au Ministre des Sciences et des Arts ».

ART. 30.

Les dispositions nécessaires pour assurer l'exécution de la présente loi seront prises par arrêté royal.

Disposition transitoire.**ART. 31. (nouveau).**

Les Fonds communaux, dans les communes de moins de 50,000 habitants, les Fonds intercommunaux et les Fonds provinciaux des Mieux-Doués, actuellement existants, ainsi que les comités de sélection adjoints à ces Fonds, seront dissous au 1^{er} juillet 1927. A la même date, les Fonds d'arrondissement seront constitués conformément à l'article 2.

Les ressources et les charges actuelles des Fonds anciens seront réparties entre les Fonds nouveaux suivant la composition respective de ceux-ci par rapport aux premiers.

Un arrêté royal déterminera les modalités de cette liquidation.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 MAART 1926.

Wetsontwerp

tot wijziging der wet van 15 October 1921 op de Meestbegaafden

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wet van 15 October 1921 op de Meestbegaafden werd reeds gedurende drie volle schooljaren toegepast en thans is het vierde begonnen. Deze proefneming is voldoende geweest om sommige harer gebreken in het licht te stellen evenals de verbeteringen waarvoor zij vatbaar is — zoowel in haar hoofdbepalingen als in haren vorm — zonder haar oorspronkelijk karakter te verliezen. Het wetsontwerp, dat wij aan de beraadslaging van het Parlement onderwerpen, wil die verbeteringen verwezenlijken.

Om er op tastbare wijze de wenschelijkheid van aan te toonen, komt het mij nuttig voor een bondige uiteenzetting te geven van de inrichting, zooals deze zich thans voordoet en werkt.

Ter voldoening aan de artikelen 1 en 2 der wet, werden er 38 Gemeentelijke Fondsen, 120 Intercommunale Fondsen en 9 Provinciale Fondsen, te zamen 167 Fondsen gesticht, waaraan 172 Schiftingscommissies verbonden zijn, welke gezamenlijk ongeveer 700 leden tellen.

Behalve voor de Fondsen der groote steden en de provinciale Fondsen, voor dewelke het cijfer meer bedraagt, schommelt het cijfer der bevolking welke tot ieder van die Fondsen behoort, tamelijk algemeen tusschen 20,000 en 40,000 inwoners.

Tijdens het dienstjaar 1922-1923 beliepen de totale ontvangsten 1,629,544 fr. en werden er 1,361 beurzen begeben welke in het geheel 747,947 frank bedroegen.

Voor hetzelfde dienstjaar hebben de Schiftingscommissies 831 vergaderingen gehouden en beliep de door haar werkzaamheden veroorzaakte uitgave 116,225 frank, niet inbegrepen een som van 37,180 frank welke aan het noodige materiëel is besteed.

Voor het dienstjaar 1923-1924, beliepen de ontvangsten 3,099,311 frank (met inbegrip van het actief saldo van het vorige dienstjaar, dat 840,505 frank bedroeg). Het aantal beurzen was 2,351, welke in het geheel 1,418,465 frank bedroegen.

Ten slotte hielden de Schiftingscommissies 954 vergaderingen, welke een uitgave van 135,065 frank veroorzaakten, benevens een uitgave van 33,066 frank voor het materiëel.

Terloops zij gezegd dat de uitgaven welke vereischt worden door de werkzaamheden der Schiftingscommissies, niet uitgetrokken worden op de Fondsen der Meestbegaafden doch op bijzondere kredieten welke op de begrootingen van provincies en gemeenten zijn gebracht.

Deze enkele gegevens bevatten de voornaamste critiek welke kan geoefend worden op de wet en dan nog minder op haar algemeene opvatting en haar beginselen dan op de verwezenlijkingsmodaliteiten waartoe zij zich leent.

De eerste critiek heeft betrekking op het overdreven aantal Fondsen. Dit groot getal heeft een tweevoudig bezwaar. Vooreerst zijn de schiftingsgebieden des te beperkter naarmate de Fondsen talrijker zijn en wordt door dat feit, in een zekere mate, de wezenlijke opzoeking der absolute meerbegaafden in de totale massa vrijdeld om slechts een betrekkelijke schifting in beperkte groepen toe te laten. Verder vereischt dat groot getal het optreden van heel wat technische commissies, welke aanzienlijke kleine onkosten berokkenen en te werk gaan zonder homogeniteit in de methodes, zonder overeenstemming in de criteria en daardoor strijdige uitslagen bekomen, welke dikwijls vatbaar zijn voor betwisting en somtijds verdacht worden.

Het middel om die bezwaren uit den weg te ruimen, is gansch aangewezen : het volstaat die overdreven verbrokkeling af te schaffen door de instelling meer te centraliseeren. Dat is ook het hoofddoel van de voorgestelde hervorming. Deze moet tot gevolg hebben de 467 tegenwoordige Fondsen te vervangen door slechts een veertigtal Fondsen welke steunen op het arrondissementsgebied en welke bijgestaan worden door bijna evenveel Schiftingscommissies. Enkel de gemeentelijke Fondsen welke een bevolking van ten minste 50,000 inwoners bedienen, blijven hun zelfstandigheid behouden.

Behoudens voor deze laatste, zal het aanvankelijk administratief onderzoek worden toevertrouwd aan de arrondissementscommissarissen terwijl de beslissingen door de bestendige deputaties zullen getroffen worden, evenals het financieel beheer over de verschillende arrondissementsfondsen der provincie bij het provinciaal bestuur zal gecentraliseerd worden.

Een onrechtstreeksch voordeel dat — benevens het verdwijnen of het verzachten van de aangehaalde nadeelen — uit deze hervorming zal voortspruiten, bestaat in het regelmatig gebruik van de beschikbare gelden. Al moet men thans erkennen dat de ontvangsten van een groot aantal Fondsen wezenlijk aan het begeven van beurzen worden besteed, toch bestaan er nog veel andere welker middelen bijna totaal ongebruikt blijven. Daar Staat en provincies geregeld hun aandeel uitbetalen, gebeurt het dat, in dergelijke gevallen, de inkomsten van het Fonds in werkelijkheid, zonder nut, in sommige gemeentekassen opgestapeld worden.

Het is klaarblijkelijk dat dergelijke toestand zich bij de voorgestelde regeling niet meer kan voordoen ; of indien het werkelijk moest blijken dat de wettelijke inkomsten de wezenlijke behoeften overtreffen, dan zou zulks waarschijnlijk op een bijna gelijke wijze geschieden in de verschillende provincies, en de bij artikel 10 der wet voorziene maatregel zou zelfs gemakkelijk kunnen veralgemeend worden. Zoowel op de eene als op de andere wijze zou het financieel mechanisme der instelling geregulariseerd worden.

Ten slotte spruit in de huidige werkwijze een practisch bezwaar voort uit het feit dat het niet mogelijk is het administratief en technisch onderzoek der beursaanvragen te laten geschieden tusschen den einddatum der studiën welke de candidaat zoo pas voltooid heeft en den aanvangsdatum der studiën welke hij

wenscht te beginnen, d. w. z. binnen het korte tijdsbestek dat overeenstemt met de Zomervacantie. Om die reden zou de onderzoekstijd een kwartaal moeten vervroegd worden en reeds met de Paaschvacantie beginnen, in welk geval dan het derde schoolkwartaal zou verwaarloosd worden, wat betreft de uitslagen der wedstrijden en de beoordeeling der meesters. Die reglementeering is echter het voorwerp van uitvoeringsbesluiten, welke in den hierboven aangeduiden zin zullen herzien worden.

ONDERZOEK DER ARTIKELEN.

ARTIKELEN 1 EN 2.

Deze artikelen bevatten het hoofdbeginsel der hervorming. De talrijke tegenwoordige gemeentelijke, intercommunale en provinciale Fondsen worden vervangen door ongeveer 30 Arrondissementsfondsen, naast dewelke er nog slechts een twaalfal plaatselijke Fondsen blijven bestaan, in de gemeenten die ten minste 50,000 inwoners tellen (Antwerpen, Bergerhout, Meehelen, Anderlecht, Brussel, Elsene, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Gillis, Schaerbeek, Brugge, Gent en Luik). De Arrondissementsfondsen zullen derwijze samengesteld worden dat zij elk een bevolking van ten minste 100,000 inwoners groepeeren. Ziehier, als inlichting, hoe men feitelijk de groepeerings zou kunnen doen :

Antwerpen	282,000 inwoners.
Meehelen	149,000 —
Turnhout	171,000 —
Brussel	488,000 —
Leuven	271,000 —
Nijvel	172,000 —
Brugge	116,000 —
Kortrijk	212,000 —
Oostende (Diksmuide, Veurne)	167,000 —
Roeselare (Thielt, Ieperen)	255,000 —
Aalst	209,000 —
Oudenaarde	111,000 —
Gent (Eecloo)	307,000 —
Sint-Nicolaas	173,000 —
Dendermonde	139,000 —
Charleroi	428,000 —
Bergen	258,000 —
Zinik (Ath)	246,000 —
Thuin	134,000 —
Doornik	152,000 —
Hoci (Borgworm)	170,000 —
Luik	356,000 —
Verviers	172,000 —
Hasselt (Maeseyck)	197,000 —
Tongeren	102,000 —
Aarlen (Neufchâteau, Virton)	137,000 —
Marche (Bastenaken)	85,000 —
Dinant (Philippeville)	144,000 —
Namen	204,000 —

Zoo men de voornaamste der plaatselijke Fondsen behouden heeft, dan is het omdat een stadsagglomeratie van ten minste 50,000 inwoners tegelijkertijd een voldoende arbeidsveld en toereikende middelen tot plaatselijke schifting scheen aan te bieden.

ARTIKELEN 3 EN 4.

Volgens de tegenwoordige wet kunnen slechts de *buitengewoon verdienstelijke* kinderen haar voordeelen genieten. Men heeft zich eenigszins kunnen bedriegen in de practische uitslagen welke zij, bij een zoo strenge opvatting, kon opleveren. In werkelijkheid, zijn de *buitengewoon begaafde* kinderen, in den zin welken artikel 3 aan die woorden geeft, trouwens uiteraard zeer zeldzaam en ten slotte zou men de wet ontzenuwen, moest men ze op te strenge wijze willen verklaren. Daar de wetsbepaling thans naar haar letter en naar haar geest zoodanig is, kon de Regeering er slechts haar onderrichtingen en haar fingerwijzingen naar schikken. Feitelijk verschilde de toepassing nogal; sommige Fondsen hielden zich streng aan den tekst, andere sprongen heel vrij met de wet om.

Eens te meer schijnt de waarheid in het juiste midden te liggen; zonder af te zien van het denkbeeld, waaraan de wet haar ontstaan te danken heeft en dat voor de leerlingen van de lagere school, die door hun verstandelijke en zedelijke hoedanigheden bijzonder aangewezen schijnen tot verdere studiën, den hinderpaal der armoede uit den weg wil ruimen, dient men althans de tegenwoordige strengheid der wet te verzachten. Het is met dat doel en in dien geest dat in de artikelen 3 en 4 de thans gebruikte woorden « *buitengewoon verdienstelijke kinderen* » vervangen zijn door de uitdrukking « *bijzonder begaafde kinderen* ». Bijgevolg moet men deze verandering niet zoo uitleggen dat het fonds der Meestbegaafden in een eenvoudige *Fonds voor gewone beurzen* zou kunnen ontaarden.

ART. 3.

De tegenwoordige artikelen 6 tot 9 bepaalden de bijdragen van gemeenten, van provincies en van den Staat op een bedrag dat steeg in den loop van de invoering van het stelsel; daar die tijd verstreken is, moet de wet nog enkel de jaarlijksche gewone bijdragen voorzien.

Wat artikel 11 betreft, dat is overbodig geworden ten gevolge van den nieuwen vorm van artikel 6.

ARTIKELEN 7 en 8.

De bij deze artikelen ingevoerde wijziging is eenvoudig een gevolg van het vervangen der intercommunale en provinciale Fondsen door arrondissementsfondsen.

ART. 9.

Hetzelfde geldt voor de wijzigingen die het voorwerp zijn van artikel 9. De bestendige deputatie blijkt gansch aangewezen om, met de hulp van het provinciaal bestuur en van de arrondissementscommissarissen, de Fondsen te beheeren.

ART. 10.

Dit artikel voegt aan het huidig artikel 25 een nieuw lid toe, waardoor de hulp van het Fonds der Meestbegaafden, niet enkel voor studiën na de lagere school

kan verleend worden, doch ook voor den 4^a lageren graad (eigenlijk aan leerlingen van 12 tot 14 jaar) in het bijzonder geval dat bedoelde studiën kosten zouden veroorzaken : dat zal het geval zijn voor een leerling die zich dagelijks naar een naburige gemeente moet begeven om er de lessen te volgen.

ART. 13.

De voorgestelde hervorming zal aanleiding geven tot een algemeene vereffening : het vermogen en de lasten van elk Fonds zullen op het oogenblik dier vereffening met nauwkeurigheid moeten vastgesteld worden ; eventueel dient de storting geëischt van de nog niet geïnde gemeentelijke bijdragen ; de overdrachten van het actief zoowel als van het passief zullen gedaan worden naarmate de gemeenten van de oude Fondsen in de nieuwe Fondsen overgaan.

Voor deze verrichtingen zal er een omstandige afrekening noodig zijn. Te dien einde zal het departementsbestuur, te gelegener tijd, al de noodige maatregelen treffen.

Opdat echter het gewijzigde stelsel zou kunnen toegepast worden te beginnen met 1927 zooals dit in het ontwerp wordt voorzien, is het onontbeerlijk dat dit laatste nog in den loop van deze zitting aangenomen worde. Een verdaging zou den toestand des te ingewikkelder maken daar de wettelijke termijn, waarvoor de tegenwoordige Fondsen gesticht zijn, in den loop van dit jaar verstrijkt.

De Minister van Kunsten en Wetenschappen,

CAM. HUYSMANS.



Wetsontwerp tot wijziging der wet van 15 October 1921 op de Meestbegaafden.**TEGENWOORDIGE TEKST.****HOOFDSTUK I.****Algemeene bepalingen.****EERSTE ARTIKEL.**

De gemeenten welke ten minste 20,000 inwoners tellen, zijn er toe gemachtigd, met ingang van 1 October 1922, een Gemeentelijk Fonds der Meestbegaafden te stichten.

Verscheidene gemeenten die te zamen minstens 20,000 inwoners tellen, mogen met elkaar overeenkomen om een intercommunaal Fonds te stichten.

ART. 2.

Te beginnen met denzelfden datum wordt er, in iedere provincie, een provinciaal Fonds der Meestbegaafden gesticht waarbij al de gemeenten die geen gemeentelijk of intercommunaal Fonds hebben opgericht verplicht zijn aan te sluiten.

ART. 3.

De gemeentelijke, intercommunale en provinciale Fondsen der Meestbegaafden hebben ten doel de minvermogende, buitengewoonverdiensterijke kinderen in staat te stellen hun studiën na de lagere school voort te zetten.

GEWIJZIGDE TEKST.**HOOFDSTUK I.****Algemeene bepalingen.****EERSTE ARTIKEL.**

De gemeenten welke ten minste 50,000 inwoners tellen, zijn er toe gemachtigd een Gemeentelijk Fonds der Meestbegaafden te stichten.

(Lid 2 vervalt).

ART. 2.

In elk bestuursarrondissement, dat een bevolking van ten minste 100,000 inwoners telt, zullen de gemeenten, die geen plaatselijk Fonds gesticht hebben, overeenkomstig vorenstaand artikel, te zamen een Arrondissementsfonds vormen.

De arrondissementen met minder dan 100,000 inwoners zullen zooveel mogelijk bij een naburig arrondissement worden ingelijfd of derwijze gegroepeerd dat zij dit cijfer bereiken. Daarover zal bij Koninklijk besluit worden beslist.

ART. 3.

De Fondsen der Meestbegaafden hebben ten doel de *bijzonder begaafde* en minvermogende kinderen in staat te stellen hun studiën na de lagere school voort te zetten.

ART. 4.

Worden als minvermogenend beschouwd de personen die hetzij door zichzelf, hetzij door hun ouders of door degenen welke met hun onderhoud zijn belast, in een der hiernavolgende klassen zijn ingedeeld :

a) de werklieden, de daglooners, de arbeiders en diensthoden :

b) de klerken en andere bedienden van lageren en minderen rang, zoowel die van den Staat en van de openbare besturen als die van de particulieren, van de handelshuizen, van de maatschappijen en andere private inrichtingen, de onderwijzers en andere ambtenaren van soortgelijken stand in dienst bij de inrichtingen van onderwijs, voor zooverre de jaarwedden van die personen een door de Regeering vastgesteld maximum niet overschrijden ;

c) Alle andere personen wier rechtstreeksche belastingen ten bate van den Staat een door de Regeering vastgesteld maximum niet overschrijden.

Dit laatste vereischte is eveneens van toepassing op de personen bedoeld bij bovenstaande litt. b).

De bij litt. b en c voorziene maxima worden bij Koninklijk besluit vastgesteld volgens de plaatsen of streken, op het advies der bestendige deputaties.

ART. 5.

Worden als buitengewoon verdienstelijk beschouwd, de kinderen welke niet enkel door de in de school bekomen uitslagen, maar ook wegens hun waarnemings- en ondernemingsgeest, hun vindingrijkheid en verbeeldingskracht, hun karakter en hun wil, en eindelijk wegens hun gedrag, als zoodanig aangewezen zijn volgens het bepaalde in de artikelen 17, 18, 22 en 23.

ART. 6.

De gewone geldmiddelen der ge-

ART. 4.

Als hiernevens.

ART. 5.

Worden als bijzonder begaafd beschouwd, enz...

(Verder als hiernevens).

ART. 6.

De gewone jaarlijksche geldmid-

meentelijke, intercommunale en provinciale Fondsen zijn :

1^o een gemeentelijke tegemoetkoming ;

2^o een provinciale bijdrage ;

3^o een toelage van den Staat.

ART. 7.

De gemeentelijke tegemoetkoming wordt bepaald als volgt :

Voor het dienstjaar 1923 : 10 centimes per inwoner.

Voor het dienstjaar 1924 : 15 centimes per inwoner.

Voor het dienstjaar 1925 : 20 centimes per inwoner.

Voor het dienstjaar 1926 : 25 centimes per inwoner.

Voor de dienstjaren 1927 en volgende : 30 centimes per inwoner.

ART. 8.

De provinciale bijdrage wordt bepaald als volgt :

Voor het dienstjaar 1923 : 2 centimes per inwoner.

Voor het dienstjaar 1924 : 4 centimes per inwoner.

Voor het dienstjaar 1925 : 6 centimes per inwoner.

Voor het dienstjaar 1926 : 8 centimes per inwoner.

Voor de dienstjaren 1927 en volgende : 10 centimes per inwoner.

ART. 9.

Er zal als aanvulling voor het vierde kwartaal 1922, een gemeentelijke tegemoetkoming en een provinciale bijdrage gestort worden, berekend op den voet der bijdragen van 1923.

ART. 10.

Een Koninklijk besluit zal het be-

delen van de Fondsen der Meest-begaafden zijn :

1^o Een gemeentelijke tegemoetkoming bepaald op 30 centiemen per inwoner ;

2^o Een provinciale bijdrage bepaald op 10 centiemen per inwoner ;

3^o Een Staatstoeclage welke niet minder mag zijn dan het totaal bedrag van de bovenvoorzlene gemeentelijke tegemoetkomingen.

De artikelen 7, 8 en 9 vervallen.

ART. 10.

Een koninklijk besluit zal de bij

drag der gemeentelijke en provinciale bijdragen, in verhouding tot de beschikbare gelden bij algemeen maatregel en voor een bepaald dienstjaar mogen verminderen.

Art. 11.

De Staatstoclage, welke niet minder mag zijn dan het totaal bedrag der gemeentelijke tegemoetkomingen, zal ieder jaar bepaald worden bij de wet op de financiën.

Art. 12.

De provincies en de gemeenten mogen schenkingen en legaten aannemen ten voordeele van het Fonds der Meestbegaafden. Het aanvaarden dier giften is ondergeschikt gemaakt aan de Koninklijke goedkeuring, wat de voorwaarden betreft waarmede zij belast zijn.

De Staat mag giften aannemen, onder verplichting er het bedrag van te verdeelen tusschen sommige bepaalde Fondsen. Bij gebrek aan een bepaling dienaangaande, zal het bedrag in gelijke mate verdeeld worden tusschen al de Gemeentelijke, Intercommunale en Provinciale Fondsen, naar rato van de bevolking.

Art. 13.

Degenen welke het door het Fonds der Meestbegaafden aangeboden hulpgeld aanvaarden, gaan de zedelijke verbintenis aan dit bedrag aan voornoemd Fonds terug te betalen zoodra hun middelen het hun toelaten.

Art. 14.

De bevolking welke in aanmerking komt voor het toepassen van bovenstaande bepalingen, is die welke vastgesteld is door de laatste algemeene volkstelling van het Rijk.

artikel 6 voorziene gewone bijdragen, in verhouding tot de beschikbare gelden, voor een bepaald dienstjaar mogen verminderen of afschaffen hetzij voor de Fondsen over 't algemeen, hetzij voor een of verschillende Fondsen in 't bijzonder.

Art. 11.

Vervalt.

Art. 12.

Als hiernevens. (Behalve onderstaande wijziging).

... tusschen de gemeentelijke fondsen en de arrondissementsfondsen...

Art. 13.

Als hiernevens.

Art. 14.

Als hiernevens.

HOOFDSTUK II.**Gemeentelijke en Intercommunale Fondsen.****Art. 15.**

Het Gemeentelijk Fonds wordt beheerd door het college van burgemeester en schepenen en voor zijn uitgaven en ontvangsten op de algemeene begrooting der gemeente gebracht, waarvan het een bijzonder hoofdstuk uitmaakt. De geldmiddelen mogen zelfs niet tijdelijk aan hun bestemming onttrokken worden; bij voorkomend geval wordt het overschietende actief van een dienstjaar als ontvangst op de begrooting van het volgend dienstjaar gebracht.

Het Intercommunale Fonds wordt, onder dezelfde voorwaarden, door het college van burgemeester en schepenen beheerd en op de begrooting der volkrijkste gemeente van de groep gebracht.

Art. 16.

Er wordt bij elk Gemeentelijk of Intercommunaal Fonds een Schiftingscommissie tot stand gebracht, bestaande uit plaatselijke vertegenwoordigers, ten getale van drie voor de gemeenten of de groepen van gemeenten van minder dan 100.000 inwoners en ten getale van vijf voor de gemeenten of de groepen van gemeenten van meer dan 100.000 inwoners — en uit een afgevaardigde van den Staat.

De plaatselijke vertegenwoordigers worden voor een hernieuwbaren termijn van vijf jaar benoemd: voor de Gemeentelijke Fondsen door den Gemeenteraad, voor de Intercommunale Fondsen door de bestendige deputatie van den provincieraad op lijsten van candidaten voorgedragen door de betrokken gemeenteraden.

Ten minste een hunner zal een genceesheer moeten zijn.

HOOFDSTUK II.**Gemeentelijke Fondsen.****Art. 15.**

Lid 1 als hiernevens.

Lid 2 vervalt.

Art. 16.

Er wordt bij elk gemeentelijk fonds een schiftingscommissie tot stand gebracht, bestaande uit ten minste drie en ten hoogste vijf plaatselijke vertegenwoordigers, en uit een afgevaardigde van den Staat.

De plaatselijke vertegenwoordigers worden door den gemeenteraad benoemd voor een hernieuwbaren termijn van vijf jaar. Ten minste een hunner moet een genceesheer zijn. De ander leden zullen derwijze gekozen worden dat de belangen van het openbaar onderwijs en die van het bijzonder onderwijs vertegenwoordigd zijn.

De door de gemeenteraden gedane benoemingen behoeven de toela-

De andere leden zullen bij voorkeur gekozen worden onder de personen welke bevoegd zijn op onderwijsgebied en zoo mogelijk op zulk een wijze dat het openbaar onderwijs en het bijzonder onderwijs vertegenwoordigd zijn. De door de gemeenteraden gedane aanstellingen moeten toegelaten worden door de bestendige deputatie. Ingeval de toelating wordt geweigerd, zal de gemeenteraad nieuwe voorstellen doen. Zoo de bestendige deputatie nogmaals weigert, zal zij van ambtswege de leden aanstellen.

De afgevaardigde van den Staat wordt aangesteld door den Minister van Wetenschappen en Kunsten.

Art. 17.

De aanvragen om een beurs, welke gericht zijn tot het gemeentebestuur waar de belanghebbenden verblijven, worden overgezonden aan de Schiftingscommissie welke ze onderzoekt volgens de voorgeschreven regelen, de aanvragers die haars inziens aan de vereischte voorwaarden voldoen, rangschikt volgens orde van verdienste en de stukken samen met een uitvoerig verslag terugstuurt aan het gemeentebestuur dat het Fonds beheert.

Art. 18.

Over de aanvragen wordt een beslissing getroffen door het college van burgemeester en schepenen. Zoo het college bij het toekennen der beurzen, de orde niet moest volgen welke vastgesteld is door de Schiftingscommissie, zouden de aldus benadeelden in hooger beroep kunnen komen bij den Minister van Wetenschappen en Kunsten.

Art. 19.

De uitgaven veroorzaakt door de werkzaamheden der Schiftingscommissies, worden overgebracht op

ting van de bestendige deputatie. Ingeval de toelating wordt geweigerd, zal de gemeenteraad nieuwe voorstellen doen. Zoo de bestendige deputatie nogmaals weigert, zal zij van ambtswege de leden aanstellen.

De afgevaardigde van den Staat wordt aangesteld door den Minister van Kunsten en Wetenschappen.

Art. 17.

De tot het gemeentebestuur gericht beursaanvragen worden overgezonden aan de Schiftingscommissie welke ze onderzoekt volgens de voorgeschreven regelen, de aanvragen die haars inzien aan de vereischte voorwaarden voldoen, rangschikt volgens orde van verdienste en de stukken samen met een uitvoerig verslag terugzendt aan het gemeentebestuur.

Art. 18.

Als hiernevens.

Art. 19.

(Lid 1). Als hiernevens.

een bijzonder krediet dat te dien einde op de begrooting der gemeente wordt uitgetrokken.

Zoo het een Intercommunaal Fonds is, is de gemeente die het Fonds beheert, met de vereffening belast, en de aangesloten gemeenten moeten terugbetalen naar rato van hun bevolking.

HOOFDSTUK III.

Provinciale Fondsen.

Art. 20.

Het Provinciaal Fonds der Meestbegaafden wordt beheerd door de bestendige deputatie en op de begrooting der provincie gebracht onder het hoofd *Fondsen van derden*.

Art. 21.

Bij ieder Provinciaal Fonds worden een of verschillende Schiftingscommissies tot stand gebracht, bestaande uit drie tot vijf leden, bij Koninklijk besluit benoemd voor een hernieuwbaren termijn van vijf jaar.

Ten minste een hunner moet een geneesheer zijn.

De andere leden zullen bij voorkeur gekozen worden onder de personen die bevoegd zijn op onderwijsgebied en zoo mogelijk op zulke wijze dat het openbaar onderwijs en het bijzonder onderwijs vertegenwoordigd zijn.

Art. 22.

De aanvragen om een beurs, welke gericht zijn tot den gouverneur der provincie, worden door deze medegedeeld aan de Schiftingscommissie welke ze onderzoekt volgens de voorgeschreven regelen, de

(Lid 2), vervalt.

HOOFDSTUK III.

Arrondissementsfondsen.

Art. 20.

De Arrondissementsfondsen der Meestbegaafden worden beheerd door de bestendige deputatie en op de begrooting der provincie gebracht onder het hoofd « *Fondsen van derden* ».

Art. 21.

Bij ieder arrondissementsfonds wordt een Schiftingscommissie tot stand gebracht, bestaande uit ten minste drie en ten hoogste zes leden, bij koninklijk besluit benoemd voor een hernieuwbaren termijn van vijf jaar.

Ten minste een hunner moet een geneesheer zijn. De andere leden zullen derwijze gekozen worden dat de belangen van het openbaar onderwijs en die van het bijzonder onderwijs vertegenwoordigd zijn.

Ingeval de algemeene bevolking, welke tot het fonds behoort, meer dan 250,000 inwoners bedraagt, mag een tweede Schiftingscommissie tot stand worden gebracht.

Art. 22.

De tot den Arrondissementscommissaris gerichte beursaanvragen worden door hem medegedeeld aan de Schiftingscommissie welke ze onderzoekt volgens de voorgeschreven regelen, de aanvragen die haars

aanvragers die haars inziens aan de vereischte voorwaarden voldoen, rangschikt volgens orde van verdienste en de stukken samen met een uitvoerig verslag terugstuurt aan het provinciebestuur.

ART. 23.

Over de aanvragen wordt een beslissing getroffen door de bestendige deputatie van den provincieraad.

Zoo dit college in zijn beslissingen moest afwijken van de orde vastgesteld door de Schiftingscommissie, zouden de aldus benadeelden in hooger beroep kunnen komen bij den Koning.

ART 24.

De uitgaven veroorzaakt door de werkzaamheden der Schiftingscommissie, worden overgebracht op een bijzonder krediet van de begroting der provincie.

HOOFDSTUK IV.

Gemeenschappelijke bepalingen.

ART. 25.

Het Fonds der Meestbegaafden verleent hulp zoowel aan meisjes als aan jongens, voor alle studiën na de lagere school : middelbare, normaal-, technische, beroeps- en kunststudiën, met uitsluiting van hogere studiën, en welk ook het karakter, openbaar of bijzonder, van het gesticht zij waar ze worden voortgezet, mits dit gesticht ernstige waarborgen met betrekking tot de waarde van zijn onderwijs levert.

ART. 26.

De omvang dezor hulp zal, in

inziens aan de vereischte voorwaarden voldoen, rangschikt volgens orde van verdienste en de stukken samen met een uitvoerig verslag terugstuurt aan het *provinciaal bestuur*.

ART. 23.

Als hiernevens.

ART. 24.

Als hiernevens.

HOOFDSTUK IV.

Gemeenschappelijke bepalingen.

ART. 25.

Als hiernevens.

(Nieuw lid) : Die hulp mag ook verleend worden aan de leerlingen die de lessen van den lageren 4ⁿ graad volgen, wanneer deze studiën bijzondere kosten veroorzaken, inzonderheid verplaatsingskosten.

ART. 26.

Als hiernevens.

ieder geval, bepaald worden door de naar luid van bovenstaande beschikkingen bevoegde overheid, volgens het bedrag der onkosten veroorzaakt door de ondernomen studiën en den geldelijken toestand waarin de belanghebbende of de personen die in zijn onderhoud voorzien, zich bevinden. Rekening zal mogen gehouden worden niet alleen met de uitgave voor schoolgeld, boeken en andere schoolbenodigdheden, onderhoud en kostgeld, maar zelfs voor het winstgemis dat uit het studeeren voortspruit.

ART. 27.

De beurzen worden voor één schooljaar verleend. Bij voorkomend geval worden zij opnieuw toegestaan ingevolge een verslag van het hoofd van het onderwijsgeslacht door den belanghebbende bezocht en, desnoods nadat de Schiftingscommissie opnieuw werd gehoord.

Zij worden om de drie maanden en bij voorbaat uitgekeerd, ten bate van den belanghebbende of van den persoon die voor hem zorgt.

ART. 28.

Het Fonds waarvan de belanghebbenden afhangen wordt bepaald door de woonplaats der ouders of dezer plaatsvervangers.

Wordt deze woonplaats in het gebied van een nieuw Fonds verplaatst, zoo wordt niettemin de loopende beurs voor gansch het schooljaar uitbetaald ten laste van het Fonds dat besloten heeft ze toe te kennen. Voor de volgende jaren zal de belanghebbende van het provinciaal Fonds zijner nieuwe woonplaats afhangen.

ART. 29.

Voor 1 October van elk jaar sturen de colleges van burgemeester en schepenen en de bestendige deputatie der provincieraden respectievelijk aan den gemeenteraad en

ART. 27.

Als hiernevens.

ART. 28.

Ongewijzigd 1° behalve het 2° lid waarin het woord *provinciaal* vervalt ; 2° een nieuw lid toe te voegen:

De in het buitenland verblijvende Belgen zullen, voor de in België voort te zetten studiën, afhangen van het Fonds van hun laatste woonplaats in het Rijk.

ART. 29.

Lid 1. : Ongewijzigd — behalve wat betreft de woorden *van het Fonds* welke vervangen worden door de woorden *van de Fondsen*

aan den Minister van Wetenschappen en Kunsten, een omstandig verslag over de werkzaamheden, gedurende het afgelopen dienstjaar, van het Fonds dat zij beheeren.

Een afschrift der verslagen welke betrekking hebben op de Gemeentelijke en Intercommunale Fondsen wordt aan den Minister van Wetenschappen en Kunsten gezonden. Voor de Intercommunale Fondsen wordt insgelijks een afschrift van het verslag aan elk der aangesloten gemeenten gestuurd.

ART. 30.

De uitvoering van deze wet zal bij Koninklijke besluiten geregeld worden, inzonderheid wat betreft het oprichten der Gemeentelijke en Intercommunale Fondsen, het innen der bijdragen van gemeente, provincie en Staat, het beheer en de boekhouding der verschillende Fondsen, den vorm en het onderzoek der aanvragen om beurzen, de wijze van schiften der leerlingen en de regelen die door de Commissies moeten nageleefd worden welke met die schiften zijn belast, enz.

Lid 2 te vervangen door den volgende tekst :

« Een afschrift der verslagen betreffende de gemeentelijke Fondsen wordt aan den Minister van Kunsten en Wetenschappen gezonden.»

ART. 30.

De noodige maatregelen voor de uitvoering dezer wet zullen bij Koninklijk besluit getroffen worden.

Overgangsbepaling.

ART. 31. (nieuw).

De thans bestaande Gemeentelijke Fondsen, in de gemeenten met minder dan 50,000 inwoners, Intercommunale Fondsen en Provinciale Fondsen der Meestbegaafden, alsmede de aan die Fondsen verbonden Schiftingscommissies worden op 1 Juli 1927 ontbonden. Op denzelfden datum worden de Arrondissementsfondsen opgericht overeenkomstig artikel 2.

De tegenwoordige middelen en lasten van de oude Fondsen worden over de nieuwe Fondsen verdeeld, volgens de respectieve samenstelling dezer laatste in verhouding met eerstgenoemde.

De modaliteiten van deze verevening zullen bij Koninklijk besluit vastgesteld worden.